

HONGRIE

Le Roma Press Center

Les tsiganes comme boucs émissaires
La plus grande des minorités hongroises
Entre stéréotypes et indifférence
Un travail de collecte de l'information
Formation de jeunes journalistes tsiganes
L'identité dans l'universalité

Marginalisés, montrés du doigt, les Tsiganes hongrois n'apparaissent traditionnellement dans les médias que dans les pages des faits divers, comme victimes ou comme délinquants. Pour rompre le cycle infernal de la "machine discriminatoire", une poignée de journalistes ont mis sur pied en 1996 le Centre de Presse Tsigane (Roma Press Center). Leurs objectifs: donner une voix autonome à la communauté, contrer les stéréotypes et les clichés, utiliser l'information pour renforcer la citoyenneté..
Le Centre travaille comme une agence de presse spécialisée dans les informations qui affectent la situation sociale, économique, politique des centaines de milliers de Tsiganes hongrois. Mais il est aussi centre de formation: grâce à ses cours, des journalistes issus de la communauté travaillent au sein des grandes rédactions de Budapest. Sans demander de faveur ni de discrimination positive. Un exemple qui inspire désormais les minorités tsiganes des autres pays d'Europe centrale.

Les tsiganes comme boucs émissaires

Les Tsiganes constituent la plus importante minorité transnationale européenne. Au nombre de 5 à 8 millions, les deux tiers d'entre eux vivent dans des pays d'Europe centrale et orientale. La Roumanie en recense plus de 2 millions, la Bulgarie 750.000, la Slovaquie 500.000, la Serbie Monténégro plus de 400.000.

Depuis la chute du Mur de Berlin, la situation des Roms s'est le plus souvent aggravée. A l'image d'autres minorités déshéritées, ils ont été durement frappés par la crise économique et l'effondrement du système social communiste. Souvent peu qualifiés, ils ont été les premiers à être emportés dans la vague des restructurations industrielles, les premiers aussi à gonfler les rangs du chômage. Souvent considérés comme des intrus ou des inclassables, objets de toutes les méfiances et de toutes les rumeurs, ils sont devenus les boucs émissaires d'une population majoritaire déboussolée par l'ampleur des changements.

La persistance, voire l'accroissement, des attaques haineuses dont ils sont l'objet, la discrimination exercée à leur encontre par des gouvernements tentés, comme en Tchéquie et en Slovaquie, de les priver de leur citoyenneté, et leur arrivée très négativement médiatisée comme demandeurs d'asile en Scandinavie ou en Grande-Bretagne, donnent une idée de leur sort.

Partout en Europe, les Tsiganes restent des parias et l'exacerbation de

l'ethno-nationalisme les place dans la ligne de mire de tous les extrémismes.

Toutefois, au milieu de ce champ de désolation, des coquelicots fleurissent. Alors que sous le régime communiste, la communauté rom était niée, que la discussion de sa culture était tabou, une renaissance culturelle tsigane est en cours. Aujourd'hui, des écrivains, des artistes, des journalistes issus de la minorité rom s'activent à changer les choses. Un peu partout aussi, des gouvernements qui souhaitent leur entrée au sein de l'Union européenne promulguent de nouvelles législations qui reconnaissent les droits des minorités et instaurent des mécanismes de médiation et d'assistance.

La plus grande des minorités hongroises

La Hongrie constitue un exemple intéressant car ce pays qui compte près de 800.000 Tsiganes, soit 6 à 7% de sa population, se veut être un modèle de lutte contre la discrimination ethnique. A la suite de l'adoption, en juillet 1993, d'une législation accordant des droits collectifs et une autonomie culturelle aux minorités ethniques, la Hongrie a notamment mis en place un "médiateur aux minorités", unique en Europe. Il était temps. Dans un rapport publié en 1996, Human Rights Watch dressait un sombre tableau de la situation des Tsiganes en Hongrie. *"Alors que la Hongrie termine une cinquième année de douloureuse restructuration, le diagnostic sur la situation économique et sociale des Roms y est de plus en plus désespérante. La menace la plus immédiate et la plus dramatique qui pèse sur les Roms provient des attaques et du harcèlement commis par des groupes racistes. Dans le même temps, des exemples moins visibles de discrimination endémique et de marginalisation sociale posent un danger tout aussi grave à la plus grande des minorités hongroises."*

Les réformes économiques et institutionnelles mises en place par les autorités ont été le plus souvent prises sans tenir compte de leur impact sur une population particulièrement vulnérable. Affectés par leur faible statut social, le manque d'accès à l'éducation et l'isolement géographique, les Roms ont été généralement incapables de se défendre. Aujourd'hui, notait Human Rights Watch, les Roms *"sont presque totalement invisibles dans la vie politique, académique, commerciale et sociale du pays"*.

Visibles, ils le sont pourtant, et de manière souvent disproportionnée, dans les faits divers et les controverses. A l'instar des immigrants d'Europe occidentale, ils y apparaissent essentiellement comme victimes ou comme coupables. Selon une étude publiée en 1998, 25% des articles publiés dans la grande presse hongroise sur la minorité Rom portaient sur la délinquance et 25% sur des conflits entre majorité et minorité.

Entre stéréotypes et indifférence

Le rôle des médias est d'autant plus déterminant que l'immense majorité des Hongrois n'ont guère l'occasion de fréquenter "banalement", au quotidien, des représentants de la minorité rom. La ségrégation urbaine et rurale dans laquelle se trouvent les Roms, leur exclusion massive du marché du travail (le taux de chômage y est de 60%, contre 13% au sein de la population) et du système scolaire classique (ils sont 7% dans les écoles primaires, 1% dans le secondaire et statistiquement introuvables à l'université) expliquent qu'il n'est guère possible de tempérer par une expérience personnelle le lourd héritage des préjugés. Or, ceux-ci sont dévastateurs: deux tiers des Hongrois estimaient en 1994 que "les gypsies avaient le crime dans le sang". Neuf dixièmes soutenaient que "les problèmes des Tsiganes pourraient être résolus si ceux-ci commençaient enfin à travailler"..

A l'exception de quelques publications extrémistes, la presse hongroise ne mène pas de politique agressive à leur rencontre, mais ses pratiques journalistiques conventionnelles renforcent l'emprise des stéréotypes et l'esprit de ghetto. A l'image des médias appelés à couvrir des communautés ethniques minoritaires, les journalistes hongrois disposent de très peu de contacts directs au sein de la population tzigane. Leurs sources d'information sont le plus souvent les autorités gouvernementales, les administrations chargées des questions des minorités, la police et des porte-paroles, légitimes ou autoproclamés, de la communauté rom.

Les interviews directes avec des "tsiganes moyens" sont rares, ce qui tend à renforcer une approche collective et donc une perception indiscriminée de la communauté, une pratique qui aggrave les stéréotypes, car l'information, par sa nature même, met l'accent sur les "ruptures", les déviances, les conflits et ne reflète que très mal la "normalité" et la "généralité". La presse, qui pour des raisons de marketing et de proximité avec ses lecteurs, s'intéresse en priorité à son "cœur de cible", à ses préoccupations et ses centres d'intérêt, relaie involontairement ses préjugés plus qu'elle ne les combat. Dans ce contexte, la pauvreté de la minorité rom constitue un autre élément de marginalisation médiatique car elle ne pousse pas la presse commerciale à s'y intéresser et elle limite la viabilité des médias tsiganes.

Dès lors, la communauté rom ne souffre pas seulement d'un excès de caricature au sein des médias majoritaires. Elle est aussi écartée des flux d'information en provenance non seulement de la société hongroise, mais aussi de ses propres membres. Les médias tziganes sont fragiles et les espaces accordés à la minorité sur les ondes de la radiotélévision insuffisants. Les journaux tziganes, financés essentiellement par des subventions extérieures, comme celles de la Fondation publique pour les minorités nationales et ethniques et de la Fondation Soros, n'atteindraient qu'un pour cent de l'ensemble de la communauté. Très politiques, très branchés sur les questions institutionnelles, ils sont souvent accusés d'être l'instrument des caciques roms et le reflet de leurs luttes et intérêts bien plus que l'expression de l'ensemble de la communauté.. Ils ne constituent pas non plus un réel et nécessaire moyen de contre-pouvoir et de transparence à l'intérieur de cette communauté.

Un travail de collecte de l'information

Délaissée par la "main invisible du marché", écartée du printemps médiatique qui avait suivi la chute du communisme, la communauté tzigane ne pouvait donc compter que sur des initiatives "proactives" si elle ambitionnait d'assurer sa place dans les médias et de parler de sa propre voix. C'est dans cet état d'esprit qu'en décembre 1995, un journaliste, un écrivain, un militant des droits de l'homme et un directeur de l'information ont

mis sur pied le *Roma Press Center* (Roma Sajtöközpont, RSK). Son objectif toutefois n'était pas de développer la presse communautaire, mais bien de renforcer et d'améliorer la présence et la couverture de la communauté rom dans les médias hongrois.

Le RSK s'est d'abord consacré à un travail d'agence de presse, collectant des informations sur la communauté et les diffusant en direction des grands médias. L'agence s'est toutefois gardée de tomber dans les travers de la presse "ethnique", qui se borne souvent à célébrer la culture ou les réalisations d'une communauté en évitant les dossiers les plus controversés. Le RSK couvre essentiellement les "points de fracture" entre la population majoritaire et la minorité rom. Il enquête sur les discriminations que subissent les Tsiganes dans les domaines du logement, de l'enseignement et de l'emploi, il couvre les violences policières à leur rencontre et analyse de manière critique les programmes gouvernementaux destinés à la communauté. Les journalistes de l'agence pratiquent également des "contre-enquêtes" sur les incidents et actes de délinquance dans lesquels seraient impliqués des membres de la communauté. Ils cherchent tout particulièrement à établir si l'origine ethnique du délinquant est pertinente ou si elle reflète les préjugés des médias. Cette "veille" a permis de publier, en 1998 avec le Hungarian Helsinki Committee, une "chronique des événements quotidiens" qui reprend jour après jour les dates clés de la communauté et en particulier les incidents dont ont été victimes des Tsiganes en Hongrie.

Malgré sa volonté de refléter plus équitablement les réalités de la communauté tzigane, le RSK se garde toutefois de jouer le rôle de "chien de garde" à l'encontre des dirigeants de cette communauté. « *Nous voulons éviter de nous mêler de politique intérieure tzigane*, explique Gabor Miklosi, directeur international du *Roma Press Center*. *Notre communauté est encore très faible et nous veillons à préserver notre indépendance à l'égard de ses divers représentants* ».

Depuis sa création, le centre rom a diffusé 800 dépêches d'information et 110 articles magazine. La réaction de la presse majoritaire est très positive puisque 60% des articles ont été publiés dans au moins un journal. Elle a aussi eu pour conséquence le développement d'une meilleure sensibilité et d'une plus grande attention au sein des médias, ce qui, confie Gabor Miklosi, pourrait réduire l'"utilité" de l'agence. La réussite, c'est parfois tout faire pour se rendre inutile...

Formation de jeunes journalistes tsiganes

Si la plupart des grands médias hongrois couvrent désormais les activités de la communauté rom, l'origine en est certainement aussi la présence de journalistes tsiganes dans les rédactions. Devant les réticences des médias à pratiquer une discrimination positive à l'égard des journalistes tsiganes, le RSK a mis sur pied, avec l'appui du Centre pour le Journalisme Indépendant de Budapest, un programme de formation destiné à aider les journalistes issus de la communauté à atteindre les niveaux de compétence requis par les médias.

Cette expérience est soutenue par le « réseau sur le journalisme de diversité » mis en place par le Center for War, Peace and the News Media de l'Ecole de Journalisme de l'Université de New York (NYU) avec l'appui de la Fédération Internationale des Journalistes (Bruxelles), du Freedom Forum (Washington), de l'Open Society Institute (Fondation Soros) et du Conseil de l'Europe.

Depuis 1996, une trentaine de jeunes tsiganes, recrutés à la fin de leurs études secondaires, ont suivi avec succès ces formations. Après un trimestre consacré à des cours de base -écriture journalistique, droits de l'homme, anglais-, les étudiants sont placés pendant une année dans une rédaction. Le bénéfice de ce programme est mutuel: les journalistes roms sortent du ghetto du journalisme communautaire et se frottent aux pratiques d'une rédaction "non-ethnique", les médias majoritaires se rapprochent de l'idéal du "journalisme d'intérêt public" qui exige de donner une image représentative de tous les groupes au sein d'une communauté.

Le résultat est jugé satisfaisant par ses promoteurs car, après ce stage, la moitié des journalistes tsiganes sont engagés dans des médias hongrois. Les autres sont recrutés par le *Roma Press Center* -composé aujourd'hui uniquement de journalistes tsiganes- ou poursuivent leurs études au niveau universitaire.

La voix de la minorité ne dépend pas seulement de cette présence. Encore faut-il que ses responsables apprennent à comprendre les médias et à travailler avec eux. Le *Roma Press Center* s'est ainsi engagé dans le renforcement de la communication de la communauté tzigane. Appuyé par le Centre pour le Journalisme Indépendant, il organise des séminaires de formation en relations publiques pour les porte-parole des organisations non-gouvernementales et des communautés locales. Ces cours se donnent en deux jours et se terminent par une rencontre entre tsiganes et représentants de la presse locale, au cours de laquelle les participants discutent des points potentiels de conflits.

En décembre 1998, le Centre a inauguré un service audio distribué par un réseau de radios locales publiques et privées. Cette expérience vise à informer les très nombreux membres de la communauté rom qui pour des raisons culturelles, géographiques ou financières ne lisent ni la presse majoritaire ni la presse communautaire. Les programmes sont réalisés en langue hongroise, car 70% des tsiganes de Hongrie parlent uniquement le magyar. La production de programmes de télévision devrait constituer la prochaine étape de l'activité de l'agence.

Financièrement, le *Roma Press Center* reste pourtant une entreprise fragile. Ses propres activités ne couvrent que 10% du budget. Le reste est assuré par des financements de la Fondation Soros (50%), du Conseil de l'Europe, de la Westminster Foundation et de l'USIS, le service d'information des Etats-Unis.

L'identité dans l'universalité

Le *Roma Press Center* a réussi à démontrer, en quatre années à peine d'existence, qu'il est possible de donner une voix aux sans-voix, que l'excès de caricature dans la presse majoritaire n'est pas une fatalité, qu'il y a en Europe centrale et orientale des contre-feux aux "médias de la haine" et de l'exclusion. Sa réussite lui a valu en 1997 le Prix de la Tolérance accordé par la Foundation for Self-Reliance. Mais elle a surtout inspiré des médias et des communautés tsiganes des pays voisins qui ambitionnent de suivre l'exemple du Centre. Le RSK vise aujourd'hui à mettre en place un réseau régional de correspondants tsiganes pour rester en phase avec le peuple du voyage et il collabore, avec le Centre pour le Journalisme Indépendant, à l'International *Roma Press Club*, qui entend informer les correspondants de la presse internationale postés à Budapest sur les questions de la communauté tsigane. L'un des aspects les plus positifs du *Roma Press Center* réside dans sa sérénité et son ouverture sur le monde. Au lieu de renforcer le repli ou l'exacerbation de revendications identitaires, il offre une grande fenêtre à la société tsigane. Sans confondre le journalisme communautaire avec le journalisme "identitaire", il renforce ainsi, par sa lutte contre la discrimination, les fondements démocratiques de la société dans son ensemble. Il participe à un double mouvement en faveur de la diversité et de l'universalité. C'est dans cette équation que devraient se lover les expériences d'appui au journalisme "minoritaire" et non dans celles qui flirtent avec ce qu'Amin Maalouf a justement surnommé les "identités meurtrières".

L'une des étapes de ce journalisme devrait être logiquement le renforcement des principes d'indépendance et de contre-pouvoir au sein des médias minoritaires, exercés cette fois à l'encontre des responsables des communautés. L'histoire de l'ethno-nationalisme et du communautarisme nous enseigne en effet que le statut de victime ne vaccine pas automatiquement contre l'intolérance et la haine. Et que plus tôt on pratique l'introspection et la distance critique au sein de sa propre communauté, mieux on la protège contre les tentations de l'exclusion et du rejet.

Jean-Paul Marthoz est Directeur européen de l'information de l'organisation internationale de défense des droits de l'homme, Human Rights Watch. Animateur régulier de séminaires sur le journalisme de diversité et sur les questions d'éthique dans les pays d'Europe centrale et orientale, notamment pour le Conseil de l'Europe, il est aussi l'auteur du livre « Et Maintenant le Monde en Bref », paru aux Editions GRIP/Complexe, Bruxelles, mai 1999. Il est par ailleurs conseiller du Reporting Diversity Project de l'Université de New York.

Contacts et Liens

The Roma Press Center

Director: Gabor Bernath
Ferenc Krt.22. 2/3
H-1092 Budapest
Hongrie
Tel: (36-1) 217 1059, tel:fax: 217 1068
Email: romapres@elender.hu
Site Web: www.romapage.c3.hu

Center for Independent Journalism

1053 Budapest, Egyetem ter 5. I. Em.7
Tel: (36-1) 317 54 48, Fax: 267 46 13
Email: cij@mail.datanet.hu
Site Web: <http://w3.datanet.hu/~cij>

Center for War, Peace and the News Media New York University

418 Lafayette Street, Suite 554
New York, NY 10003 USA
tel. (1 212) 998 79 60, Fax: 995 41 43
mail: war.peace.news@nyu.edu
Site Web: www.nyu.edu/globalbeat